

# Philippe Varin: «Le commerce n'est plus au service de la paix et de la prospérité»

Anne Barrat

7-9 minutes

---

Siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Genève accueille du 21 au 23 juin le Congrès international des **Chambres de commerce**. A cette occasion, *Le Temps* prend le pouls d'une mondialisation en pleine mutation.

Le multilatéralisme qui a présidé à l'essor du commerce international depuis la fin de la Première Guerre mondiale et qui a été promu par les grands hommes d'affaires de l'époque surnommés «marchands de paix» est mort. Ce constat est lourd de conséquences pour Philippe Varin, président du conseil d'administration de la branche française de la Chambre de commerce internationale (ICC) qui tient son congrès bisannuel à Palexpo. Ce grand patron de l'industrie française de ces trente dernières décennies – qui a notamment dirigé le géant de l'aluminium Pechiney, le sidérurgiste Corus (aujourd'hui Tata Steel) puis le constructeur automobile Peugeot – nous a confié sa vision du monde plurilatéral qui va succéder à celui qui se délite sous nos yeux.

## **Le Temps: Pourquoi le commerce mondial ne joue-t-il plus le rôle que les «marchands de paix» lui avaient assigné?**

**Philippe Varin:** Ces marchands de paix étaient des industriels, des financiers et des commerçants. Ils ont fondé la Chambre de commerce internationale en 1919, convaincus que la mise en place d'un cadre pour favoriser les relations commerciales, l'investissement, la finance créerait un esprit de coopération entre les peuples, propice à leur prospérité et à la paix. Ils voulaient plus que tout substituer à la peur de la guerre un multilatéralisme pacifique.

Or, cette équation des pères fondateurs, à savoir commerce égale paix, a été menacée par la montée en puissance des souverainistes de nombreux pays. Ce phénomène, antérieur au chaos provoqué par la pandémie de covid, s'est accéléré depuis. Pourquoi? Les raisons trouvent souvent leurs racines dans la rivalité du «global South» contre «global North». Autrement dit, de nombreux pays de l'hémisphère Sud n'accepte(ro)nt plus de vivre dans la pauvreté alors qu'ils ont les matières premières stratégiques dont le monde a besoin pour décarboner les économies. Ils refusent d'avoir à payer le prix fort de la transition alors que leur responsabilité dans la situation actuelle est minime. Spectateurs de cette rivalité, la Chine et la Russie en tirent profit. Nous sommes entrés dans un autre monde, qui se caractérise par la fragmentation. Les indices sont très clairs.

### **Quels sont ces indices?**

Le premier, ce sont les barrières tarifaires qui prennent d'année en année plus d'ampleur – selon la base de données Market Access de l'Union européenne. Quelque 150 procédures anti-dumping

sont en cours. Or, l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est impuissant à faire respecter les règles depuis que les Etats-Unis ont refusé de nommer des juges. Cette paralysie de l'OMC est symptomatique de l'affaiblissement des règles de droit du commerce international.

Le deuxième a trait à la «weaponisation» [utilisation comme arme commerciale, ndlr] de certains objets du commerce, au premier chef desquels les métaux stratégiques. La Chine, qui est le premier producteur mondial de terres rares – ces métaux critiques dans la production des batteries et aimants nécessaires aux véhicules électriques –, a réduit ses exportations. Elle avait déjà utilisé cette menace il y a une dizaine d'années. Le troisième indice est la multiplication des sanctions, qui entravent la marche normale du commerce. Les fondements mêmes du libre-échange sont remis en question.

### **Le multilatéralisme est mort. Qu'est-ce que cela implique?**

Trois blocs se livrent à une guerre commerciale en défendant leur souveraineté commerciale: la Chine avec l'initiative des Routes de la soie, les Etats-Unis au sens large (du Canada au Chili) avec l'Inflation Reduction Act, et l'Europe. Seule cette dernière tente de trouver des parades pour stimuler les échanges dans le respect des règles traditionnelles du droit du commerce. Le programme d'investissements durables du «green deal» en est un exemple. Mais l'Europe peut-elle faire le poids face aux avantages octroyés sous forme de crédit d'impôt par les Etats-Unis aux entreprises, sous réserve qu'elles soient implantées sur le sol américain et utilisent des matières premières locales?

Le seul fait de reconnaître la fin du multilatéralisme tel qu'il a

présidé au destin des affaires depuis plus d'un siècle est dangereux. La nature a horreur du vide, il est essentiel de lui substituer un modèle alternatif, celui d'un nouveau multilatéralisme que l'on peut qualifier de «reglobalisation».

### **En quoi cette reglobalisation est-elle nécessaire?**

La souveraineté économique – mariée pour le meilleur et pour le pire avec le protectionnisme – se solde inévitablement par une sous-optimisation des outils de production, donc par une perte de productivité. Au lieu de produire là où les ressources sont les moins chères, les entreprises privilégient (contraintes et forcées) des solutions domestiques (*on-shoring*) ou de pays amis (*friend-shoring*). Leurs coûts opérationnels augmentent. La perte de création de valeur pourrait être de -1 à -12% selon les économistes de l'ICC. Qui dit moins de productivité dit plus d'inflation et moins de croissance.

Un autre effet pernicieux d'un monde fragmenté est qu'il entrave la circulation de l'innovation. Or, le combat pour le net zéro en 2050 suppose que les nouvelles technologies qui permettront, peut-être, d'y parvenir ne soient pas freinées par les frontières du protectionnisme.

### **Atteindre cet objectif ne passe-t-il pas par une indépendance énergétique?**

L'indépendance énergétique ne passe pas nécessairement par le protectionnisme. Elle est en revanche fondamentale aujourd'hui. Les matières premières nécessaires à la mobilité écologique sont concentrées en Chine, en Australie, au Canada, dans certains pays d'Afrique (la République démocratique du Congo en particulier) et d'Amérique latine (Brésil, Chili). L'Europe peut

compter sur la Suède et la Finlande.

L'équilibre pour les industries qui dépendent des métaux rares est très tendu: les cours se sont récemment envolés. Durant la prochaine décennie, la demande de cuivre et de nickel va doubler, celle de lithium sera multipliée par 8 à 10, celle de terres rares par 3 ou 4. Les constructeurs automobiles qui n'ont pas contracté des ressources à long terme pourraient être dans une situation intenable face à la concurrence asiatique.

Si le Vieux-Continent, qui leur impose que leurs matières premières soient extraites et produites de manière verte (ce qui n'est pas le cas ailleurs dans le monde), ne se mobilise pas pour sécuriser l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie des transports, celle-ci sera menacée.

### **Une alternative au multilatéralisme existe-t-elle?**

L'OMC est en train de travailler sur un modèle alternatif de «reglobalisation». Cette réflexion fera une grande place aux acteurs économiques du secteur privé, à travers la Chambre de commerce internationale (ICC) et les Chambres de commerce de 150 pays. Le secteur privé est bien placé pour soutenir cette démarche de «reglobalisation». J'appelle de mes vœux cette réflexion partagée sur cette version durable du libre-échange.